



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

18 juillet, 2025

Déclaration conjointe de l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, la Slovaquie et la Tchéquie dans le cadre de l'Alliance ministérielle pour les industries à forte intensité énergétique.

Renforcer les industries européennes à forte intensité énergétique et garantir notre avenir industriel

Les fondements industriels de l'Europe, longtemps piliers du succès et de la sécurité économique de notre Union, font face à de nombreux défis. Les industries qui constituent la base des chaînes de valeur européennes – acier et métaux non ferreux, chimie, ciment, minéraux non métalliques, et autres secteurs à forte intensité énergétique – doivent faire face à des coûts énergétiques élevés et à une concurrence mondiale féroce.

En conséquence, le taux d'utilisation des capacités de production européennes dans ces secteurs a diminué. De plus, les surcapacités mondiales combinées aux tensions commerciales actuelles créent un risque de redirection de ces surcapacités vers le marché intérieur, ce qui pourrait affecter encore davantage la production européenne.

La persistance de ces difficultés compromet la viabilité à long terme de ces industries, au moment même où des investissements sans précédent sont requis pour transformer la production européenne en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 – un objectif essentiel à la sécurité économique de l'Union européenne.

Nous avons besoin d'une intervention urgente. En tant que ministres responsables de l'avenir économique de l'Europe, nous unissons donc nos efforts à travers une Alliance ministérielle pour les industries à forte intensité énergétique.

Une voie s'ouvre à nous : une mise en œuvre ambitieuse du Pacte pour une industrie propre.

Prenant note de la déclaration conjointe de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, de la France, du Luxembourg, de la Roumanie et de la Slovaquie sur un plan d'action pour l'industrie sidérurgique européenne du 27 février, ainsi que de la déclaration conjointe de l'Espagne, de la France, de la Hongrie, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République tchèque, de la Roumanie et de la Slovaquie sur la situation de l'industrie chimique européenne lors du Conseil Compétitivité du 12 mars, nous souhaitons souligner les priorités suivantes :

- **Il est indispensable d'optimiser le fonctionnement des marchés carbone européens afin d'assurer la stabilité du prix du carbone dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission (ETS) ainsi que du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF).** S'agissant de ce dernier, la révision substantielle annoncée par la Commission européenne pour 2025 devra répondre de manière rigoureuse aux lacunes existantes et proposer des solutions concrètes, notamment pour prévenir les fuites de carbone à l'aval et à l'export, tout en dissuadant les pratiques de "*resource shuffling*".
- **La décarbonation industrielle doit s'appuyer sur des prix de l'énergie compétitifs.** Dans cette optique, le dispositif de compensation des coûts indirects liés aux émissions du système ETS doit être prolongé au-delà de 2030. Par ailleurs, d'autres secteurs à la fois fortement énergivores et exposés à la concurrence internationale devraient également pouvoir bénéficier de ce soutien. Répondre efficacement aux besoins de la transition industrielle nécessite une approche équilibrée, qui favorise les technologies et solutions compatibles avec la neutralité climatique, tout en intégrant les dimensions économiques, environnementales et sociales.
- **Nous soulignons l'importance cruciale de bâtir une véritable Union de l'énergie d'ici 2030, condition essentielle pour renforcer la compétitivité de l'Union européenne en intégrant l'ensemble des solutions décarbonées.** La question du désavantage concurrentiel que représentent les prix élevés de l'énergie pour l'industrie européenne doit demeurer une priorité à l'agenda européen. À ce titre, nous saluons le Plan d'action pour une énergie abordable ainsi que l'ensemble des initiatives visant à faire baisser les prix de l'énergie, en particulier ceux de l'électricité, tout en poursuivant les réformes nécessaires à la mise en place d'un système énergétique efficace, stable et durable. Des mesures supplémentaires devront également être envisagées pour atteindre ces objectifs.
- **Les risques de redirection des surcapacités vers le marché intérieur, en réaction aux mesures commerciales adoptées par des pays tiers, doivent être atténués** par une surveillance renforcée des importations en provenance de ces pays, ainsi que par la mise en œuvre de mesures correctives appropriées lorsque cela s'avère nécessaire.
- **Promouvoir des conditions de concurrence équitables** exige une vigilance constante et une action résolue, afin de reconnaître et d'atténuer, par des politiques adaptées, le désavantage concurrentiel auquel notre industrie est confrontée face aux autres grandes puissances industrielles.
- **Un recours ciblé et efficace à la boîte à outils de l'UE dans certains marchés est indispensable pour garantir des conditions de concurrence équitables et contrer les pratiques commerciales déloyales ainsi que les surcapacités industrielles mondiales.** Cela implique notamment une réforme ambitieuse de l'arsenal actuel, telle qu'annoncée par la Commission européenne. Dans ce contexte, nous attendons la mise en place de mesures de protection appropriées et efficaces pour l'industrie sidérurgique européenne au-delà du 30 juin 2026, conformément aux engagements pris dans le Plan d'action Acier et Métaux présenté par la Commission en mars.
- **Les marchés pilotes jouent un rôle essentiel pour réduire les risques liés aux premiers investissements dans la décarbonation et pour valoriser les acteurs pionniers en Europe. Leur mise en œuvre rapide est donc indispensable.** La loi d'accélération de la décarbonation industrielle devrait inclure de tels dispositifs, offrant aux entreprises européennes engagées dans la décarbonation profonde des perspectives de marché claires et incitatives. En cas de fragmentation dans la création de marchés pour les technologies bas-carbone, les énergies renouvelables et les produits verts fabriqués dans l'UE, une approche européenne coordonnée axée sur la demande pourrait constituer un levier stratégique.
- Dans ce contexte, **l'intégration de critères européens de durabilité, de résilience et de préférence européenne dans les marchés publics de l'UE doit se poursuivre**, en particulier en vue

de la révision du cadre des marchés publics prévue pour 2026. Les politiques d'achats publics constituent un levier stratégique pour lever les obstacles à l'entrée sur le marché, favoriser des écosystèmes industriels durables et résilients, et soutenir l'emploi ainsi que la création de valeur au sein de l'Union. Un engagement clair à l'échelle européenne est nécessaire à cet égard, sous réserve d'une analyse d'impact approfondie tenant compte des effets sur les entreprises, les citoyens, les dynamiques de marché et les administrations publiques.

- **L'investissement constitue la pierre angulaire du renouveau industriel européen.** Pour accélérer l'innovation et sa commercialisation, il est indispensable, de développer des capacités de production décarbonée, de moderniser les infrastructures existantes, et de promouvoir des approches collaboratives et ciblées à l'échelle européenne. Face aux enjeux majeurs pour la compétitivité de l'UE, il est crucial de créer des marchés de capitaux européens véritablement intégrés et approfondis, en faisant de la réalisation de l'Union des marchés des capitaux une priorité absolue, tout en finalisant l'Union bancaire. Par ailleurs, nous soutenons pleinement les mesures que la Commission entend présenter afin de garantir que les investissements étrangers dans l'UE contribuent davantage à la compétitivité à long terme de l'industrie européenne, à son avance technologique, à sa résilience économique, ainsi qu'à la création d'emplois qualifiés sur le territoire européen.
- Le climat d'investissement pour les industries à forte intensité énergétique doit être renforcé en **éliminant les barrières injustifiées au marché intérieur** et en simplifiant le cadre réglementaire et administratif, notamment en matière d'obligations de déclaration et de délivrance de permis, tout en préservant des normes environnementales et sociales exigeantes.
- **La création d'emplois de qualité ainsi que le développement d'une main-d'œuvre qualifiée et adaptée seront essentiels** pour assurer la compétitivité durable de l'Union européenne.
- **L'économie circulaire doit être érigée en pilier stratégique de la politique industrielle européenne** afin de garantir l'accès aux ressources critiques, d'améliorer l'efficacité de leur utilisation et de réduire la production de déchets. Cette approche favorise la création de marchés durables et soutient une croissance économique pérenne. Le recyclage constitue une source stratégique de matières premières pour les industries européennes à forte intensité énergétique, et les matériaux recyclés, notamment les ferrailles métalliques, doivent faire l'objet d'une gestion et d'un traitement adaptés à leur importance.

Les membres de l'Alliance réaffirment leur engagement à travailler de concert pour définir des priorités communes, afin de dynamiser les initiatives européennes dans le cadre du Pacte pour une industrie propre et de la loi d'accélération de la décarbonation industrielle. La coopération étroite entre États membres, régions et écosystèmes industriels sera déterminante pour garantir notre compétitivité future. Nous continuerons également à renforcer nos échanges sur les évolutions et mesures de la politique commerciale au sein des instances pertinentes. Ensemble, à travers cette nouvelle Alliance, nous avons l'opportunité de préserver l'avenir industriel de l'Europe, d'assurer une transition juste vers une économie décarbonée et durable, et de nous positionner en tant que leaders d'une renaissance industrielle mondiale.